

# Meilleure année 2021 !

**D**isons-le sans détour : l'année 2021, malgré les menaces qui continuent à planer sur elle, pourrait être bien meilleure que celle qui vient de s'achever si tristement.

## REGARDONS D'ABORD AU-DELÀ DE NOS FRONTIÈRES

Quelques jours avant la parution de ce numéro de *Diasporiques*, nous nous sommes réjouis avec nos amis américains de l'épilogue de leur lutte pour se débarrasser de l'inquiet personnage qui avait réussi à s'emparer de la Maison Blanche et à y sévir pendant quatre longues années, et cela jusque dans les dernières semaines de son mandat après sa cuisante défaite électorale. Nous sommes très reconnaissants à Howard Shelanski, qui fut un collaborateur direct de Barack Obama, de bien vouloir commenter pour nous cet événement majeur et notamment de nous informer sur la façon dont, à son avis, Joe Biden envisage de gérer les relations de son pays avec l'Union européenne et en particulier avec la France.

Depuis le premier janvier, le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'Union européenne. La question n'est plus de savoir s'il faut le regretter ou s'en réjouir : ce qui est fait est fait, on ne réécrit pas l'histoire. Mais ce dont on peut se féliciter est que cette rupture ne se soit pas accompagnée d'un *no deal* qui eut été hautement

préjudiciable pour les deux parties. Et l'on peut aussi prendre acte avec satisfaction que les « vingt-sept » ont réussi à gérer d'un front uni les difficiles négociations avec le tumultueux Premier ministre britannique. L'avenir est ainsi clarifié et ouvert, ce qui était loin d'être acquis au départ.

Enfin, s'agissant de l'Union européenne, elle ne s'est pas dissociée – là non plus cela n'allait pas de soi ! – sur la façon de gérer la crise économique résultant de la pandémie en cours : elle assume collectivement une bonne part du financement des emprunts qu'il est indispensable de contracter de façon massive pour limiter au maximum les effets délétères de cette crise dans l'ensemble de ses dimensions et d'abord dans sa dimension sociale.

## VENONS-EN À NOTRE PAYS

Nous avons souvent critiqué dans la revue l'usage abusif et à relents nationalistes du concept de souveraineté « nationale ». Il est particulièrement intéressant de relever la façon dont le Président de la République en a parlé dans son discours de vœux du 31 décembre dernier. Disant quelques mots du *Brexit*, « enfant du malaise européen et de beaucoup de mensonges et de fausses promesses », il a ajouté : « Je veux moi vous dire très clairement : notre destin est d'abord en Europe. Notre souveraineté est nationale et je ferai

tout pour que nous retrouvions la maîtrise de notre destinée et de nos vies. Mais cette souveraineté passe aussi par une Europe plus forte, plus autonome, plus unie ».

Cette inflexion apparemment radicale du discours présidentiel sur la souveraineté est, à nos yeux, la trace d'une intention stratégique majeure et heureuse pour notre pays. Encore faut-il qu'elle soit acceptée et soutenue par la majorité de nos compatriotes. Or tel n'est manifestement plus le cas, le pouvoir exécutif coalise aujourd'hui une majorité d'opposants dans le pays, ce qui rend sa tâche particulièrement ardue et qui risquerait d'entraver lourdement la mise en œuvre de l'orientation européenne évoquée.

## UNE SOLUTION POUR SORTIR DE CETTE SITUATION

Pourquoi en sommes-nous là ? Lorsqu'en 2000 le Président Chirac et le Premier ministre Jospin se sont mis d'accord pour ajuster la durée du mandat du président et celle de la législature, c'était manifestement pour éviter les périodes dites de « cohabitation » que nous avons connues à plusieurs reprises. Et il devenait dès lors logique d'inverser le calendrier électoral pour permettre au président élu de disposer d'une majorité à l'Assemblée Nationale par l'effet « d'entraînement » de l'élection présidentielle sur celle des députés. C'est bien

en fait ce qu'on a observé depuis. La seule chose à laquelle il semble bien qu'on n'ait guère pensé à l'époque était que la conséquence quasi inévitable de cette fausse bonne idée était que l'exécutif deviendrait tôt ou tard minoritaire non pas au niveau institutionnel mais dans l'opinion publique. Nicolas Sarkozy et François Hollande n'ont ainsi pu exercer leurs fonctions que pendant un seul mandat sur les deux auxquels ils pouvaient prétendre.

Il serait extraordinairement facile de mettre un terme à cette situation en ré-inversant le calendrier électoral car cela n'implique aucune modification constitutionnelle ou législative. Il suffit pour ce faire d'une phrase du Président de la République dite au bon moment : « J'ai décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale ». Et s'il annonçait à l'avance son intention d'y procéder quelques mois avant la fin de son mandat, cela modifierait complètement le climat politique actuel de notre pays. Se substituerait alors à la préoccupation actuellement dominante de la future élection présidentielle la nécessité de se préparer sans délai à des élections législatives porteuses de la diversité des courants politiques de la nation. Cette hypothèse ne mérite-t-elle pas réflexion ? Et est-il exclu que le Président lui-même y songe ? ☺

Notre correctrice **Antoinette Weil** n'est plus. Nous lui rendons hommage à la page 66 de ce numéro de *Diasporiques* que nous lui dédions avec émotion en mémoire de tout ce qu'elle a apporté à la revue.